

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 27 NOVEMBRE 2023**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
12	0	4
OBJET DE LA DECISION N° 23/549 23CONV08- CONVENTION POUR LA CONSTITUTION D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC LA COMMUNE DE TOULON TRAVAUX POUR LA REALISATION ET L'EXPLOITATION D'UN SYSTEME DE SURVEILLANCE AFIN DE REDUIRE TEMPORELLEMENT LES RISQUES GEOLOGIQUES ISSUS DES PAROIS ROCHEUSES DU MONT FARON		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

ABSENTS :

M. Thierry ALBERTINI, M. Arnaud LATIL, M. Jean-Louis MASSON, M. Jean-Sébastien VIALATTE.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 23/549

BUREAU DU 27 NOVEMBRE 2023

**O B J E T : 23CONV08- CONVENTION POUR LA CONSTITUTION
D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC LA
COMMUNE DE TOULON TRAVAUX POUR LA
REALISATION ET L'EXPLOITATION D'UN SYSTEME DE
SURVEILLANCE AFIN DE REDUIRE
TEMPORELLEMENT LES RISQUES GEOLOGIQUES
ISSUS DES PAROIS ROCHEUSES DU MONT FARON**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'article L 2113-6 du Code de la Commande Publique,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU le projet de convention annexé à la présente,

CONSIDERANT que le périmètre géographique soumis aux risques géologiques de chutes de blocs et de masses rocheuses du Mont Faron est constitué d'un ensemble de terrains relevant de la Métropole TPM et, d'un ensemble de terrains privés sur lesquels la Ville de Toulon pourrait intervenir au titre des pouvoirs de police de Madame le Maire,

CONSIDERANT qu'il a été décidé de mettre en place une surveillance géologique des secteurs du Mont Faron devant faire l'objet de travaux dans les prochaines années afin de surveiller l'évolution des massifs rocheux,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de constituer un groupement de commandes afin de rationaliser les coûts,

CONSIDERANT que les membres souhaitant adhérer à ce groupement sont la ville de Toulon et la Métropole Toulon Provence Méditerranée, cette dernière étant coordonnateur du groupement,

CONSIDERANT que le groupement de commandes donnera lieu à un Accord-Cadre à Bons de Commande conclu pour une durée de 4 ans fermes,

CONSIDERANT que les masses sont réparties entre la ville de Toulon et la Métropole Toulon Provence Méditerranée de la façon suivante :

- Ville de Toulon

Masse minimum annuelle : 800 000 € HT,

Masse maximum annuelle : 3 200 000 € HT,

-Métropole TPM

Masse minimum annuelle : 800 000 € HT,

Masse maximum annuelle : 3 200 000 € HT,

CONSIDERANT que l'estimation pour la durée du marché est de 4 539 729 Euros HT soit 5 447 674, 80 Euros TTC réparti comme suit :

- 2 431 773 € HT soit 2 918 127, 60 € TTC pour la Métropole TPM,
- 2 107 956 € HT soit 2 529 547, 20 € TTC pour la commune de Toulon,

CONSIDERANT que chaque membre du groupement gère, à la notification du marché, l'exécution intégrale de son marché,

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'ADHERER au groupement de commandes relatif aux travaux pour la réalisation et l'exploitation d'un système de surveillance afin de réduire temporellement les risques géologiques issus des parois rocheuses du Mont Faron pour la ville de Toulon et la Métropole TPM.

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer la convention de groupement de commandes entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et la Ville de Toulon.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 27 novembre 2023

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	12
CONTRE	0
ABSTENTION	0





LA NOUVELLE SIGNATURE DE TOULON

**23CONV08- CONVENTION POUR LA CONSTITUTION
D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES
EN APPLICATION DE L'ARTICLE L 2113-6 DU CODE
DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

**Travaux pour la réalisation et l'exploitation
d'un système de surveillance afin de réduire
temporellement les risques géologiques
issus des parois rocheuses du Mont Faron**

SOMMAIRE

1 – OBJET DE LA CONVENTION	3
2 – MODALITES D'ADHESION ET DE SORTIE DU GROUPEMENT	4
3 – DESIGNATION DU COORDONNATEUR DU GROUPEMENT	5
4 – MISSION DU COORDONNATEUR DU GROUPEMENT	5
5 – COMMISSION D'APPEL D'OFFRES DU GROUPEMENT	5
6 – OBLIGATIONS DES MEMBRES DU GROUPEMENT	6
7 – FINANCEMENT – INDEMNISATION DES FRAIS	6
8 – DUREE DU GROUPEMENT	6
9 - CONTROLE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE	6
10 - MESURES COERCITIVES - RESILIATION.....	6
11 – LITIGES.....	7

ENTRE LES SOUSSIGNES

La Commune de Toulon, représenté par Monsieur Robert CAVANNA, Adjoint délégué aux Marchés et Contrats Publics, agissant par délibération n°..... en date du déposée à la Préfecture du Var le et par arrêté de délégation reçu du Maire,

Et

La Métropole « Toulon Provence Méditerranée », représentée par Monsieur Jean-Pierre GIRAN, Président, agissant par décision du Bureau Métropolitain n° en date du déposée à la Préfecture du Var le,

Ci-après désignée T.P.M.

PREAMBULE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée compte parmi ses compétences la mise en valeur touristique et environnementale du massif du Mont Faron.

Ce site d'exception, classé au titre de la loi paysage et « site NATURA 2000 » connaît depuis de nombreuses années des problèmes liés à une importante instabilité rocheuse.

Le périmètre géographique qui est soumis aux risques géologiques de chutes de blocs et de masses rocheuses du mont Faron est constitué d'un ensemble de terrains relevant de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, et d'un ensemble de terrains privés sur lesquels la Ville de Toulon pourrait intervenir au titre des pouvoirs de police de Madame le Maire.

La sécurisation des zones habitées du Mont Faron est en cours. La réalisation des études, études environnementales, dossiers réglementaires et des travaux est prévue sur un délai global de 15 ans. Afin de limiter le risque pendant cette période, il a été décidé de mettre en place une surveillance géologique des secteurs devant faire l'objet de travaux dans les prochaines années afin de surveiller l'évolution des massifs rocheux et compartiments instables identifiés. L'objet de cette surveillance, couplée à un dispositif d'alerte et d'intervention, étant de pouvoir et réagir rapidement en cas d'accélération de phénomènes.

Pour cette raison, les acheteurs ont décidé, par la présente convention de constituer un groupement de commandes régi par les dispositions des articles L2113-6 à L 2113-8 du Code de la commande publique.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet, conformément aux dispositions de l'article L. 2113-7 du Code de la commande publique, de constituer un groupement de commandes entre les personnes

Convention Groupement de Commandes – travaux pour la réalisation et l'exploitation d'un système de surveillance afin de réduire temporellement les risques géologiques issus des parois rocheuses du Mont Faron

visées ci-dessus et de définir ses modalités de fonctionnement.

La présente convention et le principe du groupement de commandes ont été adoptés par délibérations visées ci-dessus et jointes en annexes à la présente convention.

Ce groupement de commande donnera lieu, pour l'ensemble des membres, à un marché de **travaux pour la réalisation et l'exploitation d'un système de surveillance afin de réduire temporellement les risques géologiques issus des parois rocheuses du Mont Faron** passé selon une procédure formalisée d'appel d'offres ouvert, conformément aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° (AO ouvert) du Code de la commande publique.

Ce marché sera un accord cadre à bons de commandes conclu pour une durée de 4 ans fermes.

Les masses sont réparties entre la Métropole TPM et la Commune de Toulon de la façon suivante :

Métropole TPM

Masse minimum : 800 000 € HT
Masse maximum : 3 200 000 € HT

Ville de Toulon : Masse minimum : 800 000 € HT
Masse maximum : 3 200 000 € HT

Le total estimatif pour la durée du marché est de 4 539 729 € HT soit 5 447 674.80€ TTC par la durée du marché.

La répartition est établie comme suit :

- 2 431 773 € HT pour la Métropole TPM.
- 2 107 956 € HT pour la Commune de Toulon,

2 – MODALITES D'ADHESION ET DE SORTIE DU GROUPEMENT

L'adhésion au groupement de commande est subordonnée :

- à l'adoption d'une délibération de l'assemblée délibérante approuvant le principe du groupement de commandes et le présent acte constitutif ;
- à la signature de la présente convention ;
- au respect de l'ensemble de ses dispositions.

Toute nouvelle adhésion est, en outre, soumise à l'approbation de l'ensemble des membres du groupement, à la signature d'un avenant à la présente convention et au respect de l'ensemble de ses dispositions éventuellement modifiées par l'avenant.

Une délibération modifiant la composition du groupement devra être prise par chacun des membres du groupement.

Si l'un des membres souhaite quitter le groupement, les autres membres statueront sur l'opportunité de maintenir ce groupement.

La disparition du groupement constitue l'un des cas de résiliation de la présente convention.

Si le maintien du groupement est décidé, un avenant à la présente convention devra être établi.

Dans ces conditions, une délibération modifiant la composition du groupement devra être prise par chacun des membres du groupement.

Toute modification du présent acte doit être approuvée dans les mêmes termes par l'ensemble des membres du groupement.

3 – DESIGNATION DU COORDONNATEUR DU GROUPEMENT

Les membres du groupement désignent en qualité de coordonnateur :

- la Métropole Toulon Provence Méditerranée (M.T.P.M).

En cas de changement de coordonnateur, les membres du groupement devront établir un avenant pour substituer le nouveau coordonnateur à l'ancien.

Dans ces conditions, une délibération devra être prise par le nouveau coordonnateur du groupement et par chaque membre du groupement.

4 – MISSION DU COORDONNATEUR DU GROUPEMENT

Conformément aux dispositions de l'article L. 2113-7 du Code de la commande publique, le coordonnateur du groupement est chargé de procéder, dans le respect des règles prévues par ledit Code, à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection du cocontractant, de signer et notifier le marché.

Il est notamment chargé de :

- Transmettre au contrôle de légalité et notifier la présente convention signée aux autres membres du groupement ;
- Recueillir et synthétiser les besoins des adhérents ;
- Élaborer le dossier de consultation des entreprises en ses pièces techniques, financières et administratives en collaboration avec la commune de Toulon ;
- Procéder aux opérations de mise en concurrence ;
- Répondre aux questions des candidats ;
- Rédiger le rapport d'analyse des offres en collaboration avec la commune de Toulon ;
- Organiser la Commission d'Appel d'Offres ;
- Informer les candidats non retenus ;
- Faire paraître les avis d'attribution ;
- Signer le marché au nom des membres du groupement et le transmettre au contrôle de légalité ;
- Notifier le marché au nom des membres du groupement ;
- Représenter le groupement en cas de contentieux lié à la procédure de passation du marché.

Chaque membre exécutera le marché concerné pour ses propres besoins selon les modalités visées à l'article 6 infra

5 – COMMISSION D'APPEL D'OFFRES DU GROUPEMENT

Les membres du groupement décident que la Commission d'Appel d'Offres du groupement est celle du coordonnateur.

6 – OBLIGATIONS DES MEMBRES DU GROUPEMENT

Chaque membre du groupement a l'obligation de définir, préalablement au lancement des procédures, ses besoins propres : nature et étendue des besoins à satisfaire.

Chaque membre du groupement s'engage à assurer ses besoins propres, tels que figurant dans le cahier des charges et définis à l'article 1er de la présente convention.

L'exécution du marché sera réalisée selon les modalités suivantes :

- Exécution budgétaire par chaque membre du groupement de commandes (passation des bons de commandes, réception et paiement des factures, ...)
- Exécution technique et opérationnelle également par chaque membre du groupement de commandes (envoi des ordres de services le cas échéant, passation des bons de commandes, gestion des livraisons/livrables)
- Exécution juridique et administrative par chaque membre du groupement de commandes (reconduction, révision, application de pénalités, obtention des attestations fiscales et sociales, mesures coercitives, ...).

7 – FINANCEMENT – INDEMNISATION DES FRAIS

Les fonctions de coordonnateur ne donnent pas lieu à indemnisation.

Les coûts de procédure relatifs à la publicité (avis de consultation + avis d'attribution) sont à la charge du coordonnateur.

8 – DUREE DU GROUPEMENT

Le groupement est constitué à compter de la date d'effet de la présente convention.

Le groupement est constitué pour la durée du marché.

Le groupement peut, également, prendre fin de manière anticipée, par l'un des cas de résiliation de la présente convention, ou par avenant.

La résiliation ou la non reconduction du marché entraîne la résiliation de la présente convention.

9 - CONTROLE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

Chaque membre du groupement se réserve le droit d'effectuer à tout moment les contrôles techniques et administratifs qu'il estime nécessaires.

Le coordonnateur devra donc laisser libre accès à tous les dossiers concernant l'opération.

Chaque membre du groupement peut demander à tout moment au coordonnateur la communication de toutes les pièces et documents relatives au marché.

10 - MESURES COERCITIVES - RESILIATION

Si le coordonnateur est défaillant ou ne respecte pas ses obligations, et après mise en demeure infructueuse, chaque membre du groupement peut résilier la présente convention ou procéder au remplacement du coordonnateur dans les conditions fixées à l'article 3 de la présente convention.

En cas de résiliation, il est procédé immédiatement à un constat contradictoire des prestations effectuées par le coordonnateur. Ce constat fait l'objet d'un procès-verbal qui précise en outre les mesures conservatoires que le coordonnateur doit prendre pour assurer la conservation et la sécurité des prestations exécutées. Il indique enfin le délai dans lequel le coordonnateur doit remettre l'ensemble des dossiers aux membres du groupement.

11 – LITIGES

A défaut d'accord amiable entre les parties, les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de TOULON.

Fait à Toulon, le

<p>Pour la Commune de Toulon,</p> <p>L'Adjoint au Maire,</p> <p>Robert CAVANNA</p>	<p>Pour la Métropole TPM</p> <p>Le Président</p> <p>Jean-Pierre GIRAN</p>
--	---

